



ISSN 1901-3809
ISSN en ligne 2261- 2807

Une langue pour tous : le statut du langage inclusif parmi les publics français et québécois

Nicolai Witthøft

Université de Copenhague, Danemark
nicolaigzwitthoeft@gmail.com

Résumé

Nombre d'études ont montré que la langue influence notre vision du monde et des personnes qui l'habitent. Ainsi, les origines androcentriques de la langue, toujours présentes, peuvent nous empêcher d'atteindre l'égalité entre les sexes. Pourtant, les changements linguistiques nécessaires pour rompre avec cet androcentrisme sont significatifs. Pour savoir si ce changement est le bienvenu, nous avons réalisé une enquête auprès de 484 personnes. Elle nous montre que le sexe et l'orientation politique jouent un rôle important dans l'acceptation du langage inclusif en ce sens que les personnes de gauche, les femmes et les non-binaires sont beaucoup plus susceptibles que les personnes de droite ou centre et les hommes d'y être favorables. Pour les partisans de ce langage, il se présente comme une possibilité, voire une nécessité, pour assurer l'égalité entre les sexes, alors que les opposants n'y voient que quelque chose qui défigure et/ou complique, souvent inutilement, leur langue.

Mots-clés : langage inclusif, féminisation, linguistique cognitive, France, Québec

A language for everyone: the status of gender-neutral language among the French and the Québécois

Abstract

Many studies have shown that language influences our view of the world and the people who inhabit it. Accordingly, the androcentric origins of the language, which remain present to this day, can prevent us from achieving gender equality. However, the linguistic changes necessary to break with this androcentrism are significant. To find out whether people are ready for such change, we conducted a survey of 484 people. The survey shows us that gender and political orientation play an important role in the acceptance of inclusive language in the sense that left-wingers, women, and non-binary people are much more likely than right-wingers, centrists, and men to be in favor of it. For the supporters of this language, it appears as an opportunity or even a necessity in the quest for gender equality, while others see it as something that, often unnecessarily, disfigures and/or complicates their language.

Keywords : gender-neutral language, feminisation, cognitive linguistics, France, Quebec

Introduction

Depuis quelques décennies, la question du sexisme dans la langue a fait couler beaucoup d'encre. Au centre des débats se trouve la règle du masculin générique, c'est-à-dire la règle qui nous dit d'utiliser le masculin pour désigner une personne de sexe inconnu ou un groupe de personnes de sexes différents - ou, comme l'ont formulé l'un des grammairiens de l'époque, la règle selon laquelle le masculin l'emporte sur le féminin « à cause de la supériorité du mâle sur la femelle » (Beauzée, 1819 : 627). Premièrement, à savoir vers la fin des années 70, la remise en cause de cette règle s'est traduite par des propositions de féminiser les noms de métiers, titres, grades et fonctions. Originellement controversée, cette féminisation est aujourd'hui plus ou moins acquise. Pourtant, une nouvelle forme de langage non sexiste a plongé la France dans une polémique intense il y a quelques années, à savoir le 'langage inclusif' (connu plus souvent comme 'écriture inclusive' en Europe et 'rédaction épiciène' au Québec). Le but de ce langage est en bref d'assurer la représentation égale des sexes dans la langue en accordant le même statut aux genres masculin et féminin, voire en les contournant. Un exemple qui a attiré beaucoup d'attention ces derniers temps est celui du pronom neutre *iel(s)*, qui, en novembre 2021, a fait son entrée dans *Le Robert*.

Mais pourquoi ce langage ? Des réformes grammaticales peuvent-elles vraiment nous aider à bâtir une société plus égale ? Si l'on en croit la recherche psycholinguistique, la réponse est oui. En bref, il a été éprouvé que notre langue influence nos facultés cognitives, donc notre vision du monde, et que la grande majorité des langues modernes, en tant que produits d'une ère androcentrique, renferment des asymétries importantes en ce qui concerne la représentation des sexes dans la langue. Cependant, les réformes qu'ont proposées les adhérents du langage inclusif ont suscité des cris d'indignation. Pour savoir en quoi consiste la résistance, nous avons décidé de nous enquérir, en nous appuyant sur la linguistique cognitive, auprès du public. Les objectifs centraux sont de savoir, d'une part, qui sont les partisans et les détracteurs du langage inclusif et, d'autre part, quels sont leurs arguments.

1. Le langage inclusif en France et au Québec

Au Québec, l'Office québécois de la langue française (le pendant québécois de l'Académie française, désormais OQLF) a pris en charge la féminisation de la langue dès 1976. Le premier d'une longue série de guides de féminisation a paru en 1979, et l'OQLF conseille dès 1981 l'emploi du langage inclusif dans la rédaction des textes (Arbour et al. 2014 : 32-35). Ces initiatives ont été très bien reçues : quatre

linguistes québécoises chargées de la féminisation de la langue ont déclaré que la parité linguistique y semble largement acquise (Dumais et al. 2008), et aujourd'hui on peut même le rencontrer dans plusieurs contextes formels (Samson, 2019 : 104-106). Le Québec s'est donc imposé comme un précurseur en ce qui concerne la féminisation et le langage inclusif.

En France, au contraire, la féminisation et le langage inclusif ont rencontré beaucoup de résistance, notamment de la part de l'Académie française. Jusqu'à récemment, en effet, elle s'est opposée à toute initiative d'une féminisation de la langue (Crouzet-Daurat, Tallec-Lloret 2017 : 1-4) : ce n'est qu'en 2019 que l'Académie, constatant le succès de la féminisation des noms de métiers, titres, grades et fonctions, s'est dite ouverte à cette pratique (Académie française, 2019). Cependant, le langage inclusif, bien que le Haut Conseil à l'Égalité, une partie de l'état français, encourage officiellement son emploi dès 2015 avec la parution du guide *Pour une communication publique sans stéréotype de sexe*, continue à faire polémique. Il a été dénoncé par l'Académie française, et dès le 6 mai 2021, le gouvernement l'a interdit dans les écoles françaises sous prétexte qu'il faut protéger le « trésor précieux » qu'est la langue française contre le langage inclusif, qui « constitue un obstacle à lecture et à la compréhension de l'écrit ... et par conséquent [aux] apprentissages » (Ministère de l'éducation nationale, 2021). Pourtant, comme en témoignent les manifestations, les pétitions citoyennes et les débats animés sur Internet, l'acteur le plus important - le public - est visiblement divisé.

2. La langue et la pensée

La linguistique cognitive est un courant interdisciplinaire qui unit les études linguistiques avec la science cognitive et qui s'intéresse ainsi à notre conceptualisation du monde vu à travers le prisme de la langue (Geeraerts, Cuyckens 2010 : 6). Une des théories centrales de ce courant est celle du relativisme linguistique (à ne pas confondre avec celle du déterminisme linguistique, connu aussi comme l'hypothèse Sapir-Whorf, qui est considérée comme trop extrême). Selon cette théorie, notre langue influe sur notre pensée - et il y a de plus en plus d'études qui confirment sa validité (Dirven et al. 2004 : 144-145). Pour rester dans le domaine du genre et sexe, citons par exemple l'étude de Chatard et al. (2005), qui, à partir d'une enquête auprès de 250 collégiens français, a constaté que les filles s'intéressent à la fois plus aux métiers typiquement masculins et ont plus de confiance en les femmes occupant de tels métiers quand ils sont décrits au féminin ou avec des termes neutres plutôt qu'au masculin générique. Pour un aperçu des études similaires, consultez l'article de Sczesny et al. (2016).

Le problème est à la fois social et linguistique. Notre culture nous apprend que les hommes et les femmes sont fondamentalement différents (Eckert, McConnell-Ginet, 2003 : 31-35), certes, mais la langue peut renforcer ces stéréotypes. D'une part, le problème réside dans le fait que nous apprenions la forme non marquée du masculin bien longtemps avant que nous 'apprenions' la règle du masculin générique. Alors, quand nous entendons parler de cette dernière, il est déjà ancré en nous que le masculin désigne les hommes et que le féminin désigne les femmes, et il est difficile, voire impossible de le désapprendre. D'autre part, la règle du masculin générique est simplement trop abstraite pour notre cerveau. À chaque fois qu'il rencontre un mot au masculin, il doit deviner de quel sens il s'agit - spécifique ou générique - et s'il n'y a pas assez de contexte, il va davantage choisir le sens qui est plus facile à activer, à savoir le masculin. Même les expressions neutres ont leurs défauts, car en l'absence de marquage linguistique, notre pensée a tendance à aller vers les stéréotypes sociaux (Gygax et al. 2021 : 6-7).

À cet égard, l'omniprésence du genre dans les langues au genre grammatical (tel le français) est une arme à double tranchant. D'un côté, elle nous permet de visibiliser les femmes et les personnes non binaires dans une très large mesure par rapport aux langues au genre naturel (tels le danois et le suédois) ou sans genre (tels le finnois), qui manquent la riche morphologie de genre des langues au genre grammatical et qui, de ce fait, doivent souvent avoir recours à la neutralisation - par exemple en disant *politibetjent* au lieu de *politimand*, c.-à-d. *policier/policière* (Stahlberg et al. 2006 : 164-166). De l'autre côté, l'inhérence du genre dans une telle langue implique qu'il faudrait changer fondamentalement la manière dont fonctionne le genre pour rompre avec le masculin générique - et de tels changements ne sont pas toujours les bienvenus.

3. Le langage inclusif

Dans le langage inclusif français, on peut distinguer deux stratégies globales, à savoir le dédoublement des formes, d'une part, et la neutralisation, d'autre part. La première stratégie vise la présence égale des formes masculines et féminines, et la deuxième vise la neutralisation de la phrase, par exemple en remplaçant un mot genré par un mot épïcène ou en paraphasant (Elmiger, 2017 : 39-41). Bien que le dédoublement des formes soit plus susceptible à évoquer des images mentales des différents sexes qu'une phrase sans indication de genre (Gygax et al. 2021 : 7), les deux stratégies ne sont pas mutuellement exclusives, et l'une n'est pas meilleure que l'autre ; en effet, il est préférable de les utiliser à l'unisson puisqu'il n'est pas toujours possible de paraphraser ou de trouver un mot épïcène, alors que l'abus du dédoublement des formes peut alourdir la langue.

En ce qui concerne le dédoublement des formes, on peut distinguer, d'une part, les doublets entiers, où il s'agit de répéter un élément nominal sous sa forme féminine et masculine (ex : *les citoyennes et les citoyens*) et, d'autre part, les doublets abrégés, où il s'agit plutôt de masquer les terminaisons à l'aide de la typographie (ex : *les étudiant·e·s*). Dans le cas des doublets entiers, on peut d'ailleurs avoir recours à la règle de proximité - une règle obsolète qui consiste à accorder l'adjectif avec le nom qualifié le plus proche - ou à l'antéposition des formes féminines (ex : *chères toutes et tous*). Dans le cas des doublets abrégés, le choix typographique peut être porteur de différentes connotations. À titre d'exemple, l'emploi des parenthèses, des barres et des crochets est parfois conçu comme une autre manière de mettre les femmes entre parenthèses, alors que l'emploi des majuscules, rare en français, peut être perçu comme trop militant. Les choix les plus neutres semblent être le point médian, le point et le tiret (Elmiger, 2017 : 41-43).

Il existe aussi plusieurs options pour neutraliser une phrase. Premièrement, on peut essayer de la paraphraser pour éviter les expressions genrées. À titre d'exemple, on peut éviter les participes en privilégiant la voix active sur la voix passive (ex : *nous convoquons x et y* au lieu de *x et y sont convoqués*), et on peut éviter les substantifs genrés en privilégiant les phrases impersonnelles (ex : *l'accès est libre* au lieu de *x et y ont librement accès*) (Arbour, Nayves, 2018 : 57-60). Or, la langue française compte aussi beaucoup de mots sans indication de genre, notamment dans le domaine des substantifs et des adjectifs (Elmiger, 2017 : 44). Du côté des substantifs, par exemple, Arbour et Nayves (2018 : 48) citent trois types différents, à savoir les substantifs collectifs (ex : *le lectorat* au lieu de *les lecteurs*), les substantifs désignant une fonction (ex : *la présidence* au lieu de *le président*) et les substantifs épécènes (ex : *les spécialistes* au lieu de *les experts*), mais on peut aussi rencontrer des néologismes sous forme de mots-valises (ex : *chômeuseuse*) (Elmiger, 2017 : 45). La neutralisation du lexique peut aussi toucher les pronoms, les déterminants et les participes, mais ceux-ci sont largement d'ordre néologique (Elmiger, 2017 : 45-47). Les plus courants d'entre eux semblent de loin être *iel(s)* (comme une alternative à *ils/elles*) et *celleux* (comme une alternative à *ceux/celles*), mais il existe beaucoup plus dans les communautés trans et non binaire puisque certains trouvent qu'un mot comme *iel* ou *celleux* ne fait que renforcer le système binaire (Knisely, 2020 : 857-862).

4. Description de l'échantillon et de la méthode

Nous avons cherché à savoir ce que pensent les Français et les Québécois de ces formes et de leurs objectifs - la représentation égale des sexes dans la langue. Nous avons donc composé un questionnaire que nous avons partagé sur Internet

(surtout dans des forums universitaires sur Facebook) et avec trois professeurs de l'Université d'Ottawa, de Paris-Sorbonne et de l'ENS Lyon, qui ont consenti à le partager avec leurs élèves (Witthøft, 2021 : 3). Le questionnaire a été construit avec le service SurveyXact et comprend neuf pages : une page d'atterrissage introduisant nos participants à notre recherche ; une page qui leur introduit au langage inclusif et ses enjeux ; des questions concernant leurs attitudes envers la féminisation ; des questions portant sur leurs attitudes vis-à-vis des procédés inclusifs et du langage inclusif en général ; des questions sur leurs convictions linguistiques ; des questions sur les contextes où il conviendrait, selon eux, d'utiliser le langage inclusif ; des questions sur leurs connaissances et leur emploi personnel de ce type de langage ; des questions sociodémographiques ; et, finalement, une page qui les remercie pour leur participation et leur donne la possibilité de laisser des commentaires finaux ou d'écrire leur adresse e-mail afin de recevoir les résultats une fois l'étude finie (Witthøft, 2021 : 17-19).

La validité et la fiabilité du questionnaire - le fait que les items mesurent ce qu'ils sont censés mesurer et que les résultats sont reproductibles auprès des autres échantillons, respectivement - sont assurées, d'une part, par la consultation d'un grand nombre d'études antérieures sur la relation entre langue et pensée et sur les attitudes envers le langage inclusif dans différentes langues, ainsi que par deux tests pilotes menés auprès de quelques spécialistes et profanes, d'autre part. (Witthøft, 2021 : 20-21).

Au total, le questionnaire a reçu 484 réponses, dont 363 venant de la France et 121 venant du Canada. Outre l'aire linguistique actuelle de nos répondants, nous sommes intéressés à l'influence de leur âge, leur genre, leur niveau d'études, leur orientation politique, leur métier et la taille de leur ville. Aucune tendance a émergé en fonction des deux derniers facteurs, qui ne sont donc pas décrits ici, mais les autres facteurs semblent exercer des influences plus ou moins importantes sur les attitudes envers le langage inclusif. En ce qui concerne le genre, 71.5 % (n = 346) des répondants ont dit s'identifier comme des femmes, 22.7 % (n = 110) comme des hommes et 2.7 % (n = 13) comme non binaires. Le reste n'a pas souhaité indiquer son genre. Pour ce qui est de l'âge, 65.3 % (n = 316) ont entre 18 et 24 ans, 20.5 % (n = 99) entre 25 et 34 ans, et 8.1 % (n = 39) entre 35 et 44 ans. Le reste est éparpillé dans les autres catégories (< 18, 45-54, 55-64, 65 <), qui ne représentent que quelques pourcents. Quant au niveau d'éducation, 39.9 % (n = 193) ont suivi entre 1 et 3 ans d'études supérieures, 38.4 % (n = 186) ont suivi entre 4 et 5 ans d'études supérieures, et 14.3 % (n = 69) ont suivi plus de 5 ans d'études supérieures. Seulement 6 % (n = 29) n'ont pas suivi des études supérieures. Finalement, pour ce qui est de l'orientation politique, 68.2 % (n = 212) des personnes qui ont consenti à

le signaler ont indiqué être de gauche, alors que 21.9 % (n = 68) ont indiqué être de centre et 10.3 % (n = 32) de droite (Witthøft, 2021 : 22-23).

La grande majorité de notre échantillon (75.4 %, n = 365) affirme bien connaître le langage inclusif. Seuls 17.3 % (n = 84) disent avoir une connaissance limitée du langage inclusif, alors que 7.3 % (n = 35) disent ne pas le connaître. Environ 48 % disent qu'il leur est important d'utiliser le langage inclusif, et environ 38 % disent qu'il ne leur est pas important (Witthøft, 2021 : 31).

5. Qui est pour et contre le langage inclusif ?

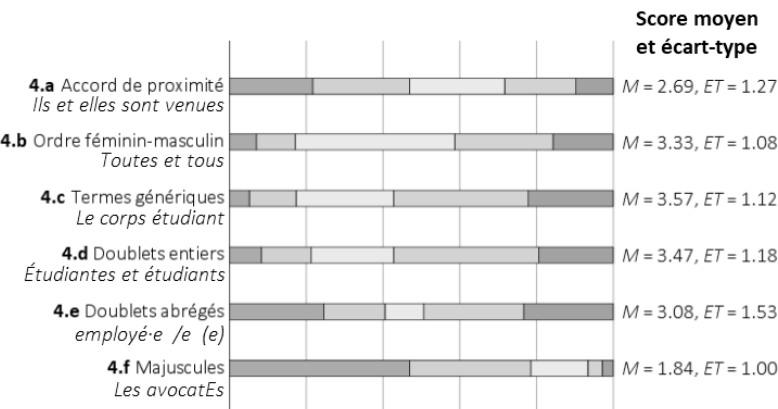
C'est surtout l'orientation politique d'une personne qui peut nous aider à prédire ses attitudes envers le langage inclusif, mais son sexe - et, dans un moindre degré, son âge et son niveau d'éducation - semblent aussi y jouer un rôle important. Ainsi, d'après nos données, la partisane stéréotypique du langage inclusif est une jeune femme ou personne non binaire qui vote à gauche et qui suit ou a suivi des études universitaires, mais les hommes de gauche semblent aussi être relativement positifs (Witthøft, 2021 : 47-49). Cela est conforme à nos hypothèses de départ (Witthøft, 2021 : 3), mais nous avons tout de même été surpris par l'importance de l'orientation politique par rapport aux autres facteurs sociodémographiques.

À titre d'exemple, nous avons demandé aux participants de nous signaler leurs opinions sur l'accessibilité et l'esthétique du langage inclusif - les deux choses autour desquelles tourne la majorité du débat sur le langage inclusif (Jansen, 2017 :) - à partir d'une liste des formes inclusives les plus courantes et d'un court texte en inclusif. Le score moyen des gauchistes sur ces items s'élève à 3.15 ± 1.22 sur une échelle de 1 à 5 (plus il est proche de 1, plus il est perçu comme quelque chose de difficile et/ou laid), et ce chiffre augmente plus les autres facteurs sont présents. Il en est de même pour les centristes, qui présentent un score moyen de 2.11 ± 0.91 sur ces items. En revanche, le score moyen des répondants de droite ne s'élève qu'à 1.49 ± 0.78 sur ces items, et comme le montre l'écart-type relativement faible, les autres facteurs sociodémographiques semblent jouer un moindre rôle chez cette partie de la population. Les commentaires qu'ont suscités nos champs de commentaires reflètent cette analyse : tous les commentaires de droite et la plupart de ceux de centre sont négatifs, alors que les commentaires de gauche sont plutôt positifs et comptent même plusieurs remerciements et applaudissements pour apporter un éclairage au langage inclusif (Witthøft, 2021 : 37-39). Effectivement, quelques répondants de droite et de centre qualifient le langage inclusif de « l'extrémisme gauchiste » et de quelque chose soutenue uniquement par « une gauche en perdition » (Witthøft, 2021 : 34).

Nous avons aussi été surpris par le fait que l'échantillon français soit très proche de l'échantillon québécois. Or, cela s'explique peut-être par le fait que l'échantillon québécois compte 10 points de pourcentage plus d'hommes que l'échantillon français ; que l'échantillon québécois soit relativement plus âgé que l'échantillon français ; et qu'environ 20 % des réponses québécoises viennent d'un forum dont la base d'utilisateurs a généralement - selon quelques utilisateurs du forum - un parti pris contre le langage inclusif (Witthøft, 2021 : 21-22).

6. Attitudes envers les différentes formes inclusives

Pour savoir à quel point nos répondants sont prêts à aller, le cas échéant, pour rendre la langue plus inclusive, et pour savoir s'il y a des procédés particuliers qui posent problème, nous avons demandé aux participants de donner leurs avis sur les procédés inclusifs les plus courants. Les résultats ressortent de la figure 1 ci-dessous et nous montrent que la plupart de notre échantillon est prêt à accepter les formes ne déformant pas la langue, à savoir les doublets entiers, les termes génériques et l'ordre féminin-masculin, qui font tous partie de l'inventaire « établi » de la langue française. En revanche, le taux de positivité de la plupart des procédés qui proposent de changer les règles grammaticales (accord de proximité et néologismes) ou la typographie (majuscules) n'approche même pas les 48 % qui ont dit qu'il leur est important d'utiliser le langage inclusif. Parmi ces types de procédés, seul les doublets abrégés exhibent un taux de positivité d'environ 48 %, ce qui s'explique sans doute par le fait que la majorité du débat sur le langage inclusif en France tourne autour de ce seul procédé (source). En d'autres termes, les doublets abrégés semblent être importants pour les adhérents du langage inclusif, mais le reste de la population ne semble généralement pas être prêt pour cette pratique.



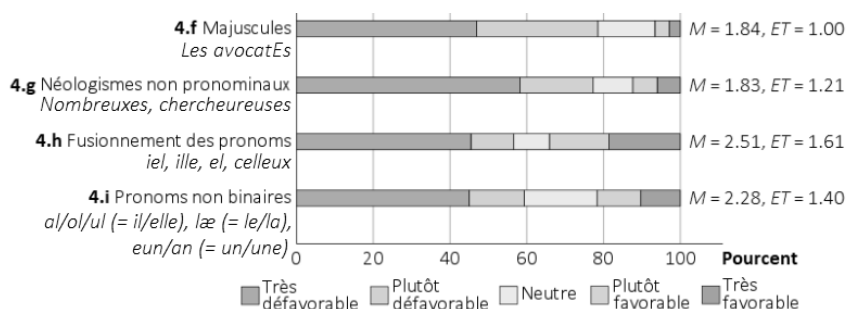


Figure 1 : Attitudes envers les différentes formes inclusives

7. Attitudes et convictions vis-à-vis du langage inclusif

Dans notre analyse des commentaires, nous avons vu émerger certains arguments récurrents : alors que les partisans voient le langage inclusif comme quelque chose d’utile, voire de nécessaire, pour faire avancer l’égalité entre les sexes, les opposants le voient généralement comme une attaque insensée contre la langue qui ne fait que nuire à son accessibilité et son esthétique. Pour dresser un tableau plus complet des soucis que semblent se faire les Français et les Québécois à propos du langage inclusif, et donc pour savoir dans quelle direction il devrait ou serait susceptible de se développer, nous avons créé une typologie en passant en revue tous les commentaires (n = 354) et en classant tous les arguments contre le langage inclusif selon treize catégories, cf. le tableau 1 ci-dessous. Cela peut être utile non seulement pour comprendre et répondre aux convictions et attitudes relatives au langage inclusif dans un contexte francophone, mais aussi pour étudier et suivre le développement de ces convictions et attitudes dans le futur (Witthøft, 2021 : 50-51).

	n°	Arguments	Exemples	Quantité*
Arguments focalisant sur l’accessibilité et l’esthétique	1	Le langage inclusif exclut les personnes avec un handicap ou d’autres difficultés	<i>Là où je n’ai pas de réponse c’est comment faire pour les dyslexiques...</i>	21 (23.9%)
	2	Le langage inclusif est difficile à lire	<i>C’est trop compliqué à lire et à comprendre</i>	24 (27.2%)
	3	Le langage inclusif s’applique mal à l’oral	<i>[À l’oral], il est en revanche logique de préférer la fluidité et la simplicité</i>	14 (15.9%)

	n°	Arguments	Exemples	Quantité*
	4	Le français est déjà assez compliqué	<i>Je trouve que ça va compliquer une langue déjà galère</i>	14 (15.9%)
	5	La mise en place du langage inclusif compliquerait l'apprentissage de la langue	<i>Pour [...] les étranger.e.s, apprendre le français est déjà une lourde tâche</i>	21 (23.9%)
	6	Le langage inclusif est laid, moche, affreux	<i>C'est très laid. Cela déforme notre langue qui est quand même très belle</i>	17 (19.3%)
	7	Le langage inclusif est une attaque contre notre langue et il faut la protéger	<i>Le langage inclusif est une plaie, un poison qui tue notre langue</i>	22 (25%)
Arguments dénigrant le sujet ou ses partisans	8	Les partisans du langage inclusif sont insensés	<i>Les néologismes y a vraiment des gens qui défendent ça ? paie ton orthographe</i>	8 (9.1%)
	9	La grammaire n'est pas sexiste, donc le langage inclusif ne sert à rien	<i>Il faut sans cesse renouveler les idées progressistes, toujours plus farfelues</i>	20 (22.7%)
	10	Le langage inclusif fait de l'ombre aux inégalités plus sérieuses	<i>Il y a de réels combats à mener contre l'intolérance, le racisme, le sexisme...</i>	5 (5.6%)
	11	Les non-binaires n'existent pas ou sont trop marginaux pour prendre au sérieux	<i>Le français ne devrait pas se soucier de caprices comme les non binaires</i>	10 (11.3%)
	12	La féminisation est assez ; pas besoin d'aller si loin	<i>Accorder le mot [au féminin] me semble tout à fait assez !</i>	13 (14.8%)
	13	C'est le langage inclusif qui est discriminant	<i>L'écriture inclusive [...] sépare les genres plus que ne les « inclus »</i>	6 (6.8%)

Tableau 1. Typologie des arguments contre le langage inclusif

***NB !** La dernière colonne montre combien de personnes ont avancé un certain type d'argument et le pourcentage de personnes (sur 88) qui ont avancé ce type d'argument.

Quand on regarde de près les arguments avancés contre le langage inclusif, on note une grande similarité avec ceux avancés contre la féminisation (qui, rappelons-le, est aujourd'hui largement admise) lors de ses balbutiements : il est

ridiculisé et ses partisans attaqués, il est qualifié de « moche », voire d'« affreux », et il est traité comme quelque chose d'inutile. Essentiellement, c'est le purisme qui montre son visage : au moins un quart des 88 commentateurs ont souligné, souvent avec émotion, la laideur du langage inclusif et l'importance de garder la langue comme elle est (Witthøft, 2021 : 52). Chez ces personnes, on constate souvent une certaine fierté d'avoir le français comme langue maternelle, cf. par exemple la citation suivante : « Je ne veux pas changer la langue française qui fait partie de notre patrimoine et du charme de notre pays ... Nous sommes la langue de la diplomatie et des sciences » (Witthøft, 2021 : 36).

8. Perspectives d'avenir

Le langage inclusif semble avoir remplacé la féminisation comme l'un des grands ennemis de la langue française. En effet, plusieurs ont souligné l'importance de la féminisation, et les différentes formes féminines rencontrent peu de résistance (Witthøft, 2021 : 43). Pourtant, le langage inclusif est beaucoup plus englobant que la féminisation et entraîne donc plus de difficultés que celle-ci. Il a donc beaucoup de chemin à parcourir pour pouvoir marcher sur les traces de cette dernière, car il faut que le langage inclusif le soit pour tout le monde - et dans sa forme actuelle, cela ne semble pas être le cas. Comme nous l'avons vu, un nombre significatif de participants soulignent la complexité du langage inclusif, notamment pour les personnes avec un handicap visuel ou cognitif (les dyslexiques, les dysgraphiques, les dysphasiques, les malvoyants, les aveugles et les autres personnes avec des difficultés d'apprentissage). Le langage inclusif est toujours un phénomène jeune, et il nous reste beaucoup à découvrir à son sujet. Il faut mener plus d'études sur son impact sur la lecture en général, son implémentation à l'oral, ses implications didactiques et ses conséquences pour les personnes avec un handicap visuel ou cognitif.

Or, avec toute l'attention qui a été attirée et qui continue à être attirée au langage inclusif et au débat sexiste en général, le langage inclusif est sans doute là pour rester. La question, selon nous, n'est donc pas tant si, mais plutôt sous quelle forme, le langage inclusif survivra. Dans quels contextes va-t-il s'imposer ? Quelles formes vont se consolider ? Trouvera-t-on une manière d'inclure les personnes avec un handicap ? Les pronoms neutres vont-ils se consolider comme en Suède ? Où va-t-on plutôt, comme l'ont suggéré certains répondants, abandonner entièrement la distinction de genre ? Seul l'avenir nous le dira.

Bibliographie

- Académie française. 2019. *La féminisation des noms de métiers et de fonctions*. [En ligne] : <https://www.academie-francaise.fr/actualites/la-feminisation-des-noms-de-metiers-et-de-fonctions> [consulté le 11 janvier 2022].
- Arbour, M.-E. et al. 2014. « Féminisation linguistique : étude comparative de l'implantation de variantes féminines marquées au Canada et en Europe ». *Langage et société* n° 148 (2), p. 31-51. [En ligne] : <https://doi.org/10.3917/ls.148.0031> [consulté le 11 janvier 2022].
- Arbour, M.-E., Nayves, H. 2018. *Formation sur la rédaction épïcène*. Office québécois de la langue française. [En ligne] : https://www.oqlf.gouv.qc.ca/redaction-epicene/20180112_formation-redaction-epicene.pdf [consulté le 15 janvier 2022].
- Beauzée, N. 1819. *Grammaire générale : ou, Exposition raisonnée des éléments nécessaires du langage, pour servir de fondement à l'étude de toutes les langues*. Paris : L'imprimerie d'Auguste Delalain. [En ligne] : https://books.google.se/books?id=4dk-go9JlF4C&hl=da&source=gbs_navlinks_s [consulté le 10 janvier 2022].
- Chatard, A. et al. 2005. « Impact de la féminisation lexicale des professions sur l'auto-efficacité des élèves : une remise en cause de l'universalisme masculin ». *L'année psychologique*, n° 105 (2), p. 249-272. [En ligne] : <https://doi.org/10.3406/psy.2005.29694> [consulté le 12 janvier 2022].
- Crouzet-Daurat, P., Le Tallec-Lloret, G. 2017. « Chef, cheffe, cheffesse : norme, usage et nouveaux outils pour la féminisation des noms de métiers ». In : *Journée d'étude : « Exploitation de corpus : l'informatique au service de nouveaux phénomènes langagiers »*, Naples. [En ligne] : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01846343> [consulté le 11 janvier 2022].
- Dirven, R. et al. 2004. « Language, Culture and Meaning ». In : *Cognitive Exploration of Language and Linguistics*. Amsterdam/Philadelphia : John Benjamins Publishing Company, p. 127-148. [En ligne] : <https://ebookcentral.proquest.com/lib/kbdk/detail.action?docId=622318> [consulté le 12 janvier 2022].
- Dumais, H. et al. 2008. « De la féminisation des titres à la rédaction épïcène : regards croisés sur la parité linguistique ». *Recherches féministes*, n° 21 (1), p. 171-182. [En ligne] : <https://doi.org/10.7202/018315ar> [consulté le 11 janvier 2022].
- Eckert, P., McConnell-Ginet, S. 2003. *Language and Gender*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Elmiger, D. 2017. « Binarité du genre grammatical - Binarité des écritures ? » *Mots. Les langages du politique*, n° 113, p. 37-52. [En ligne] : <https://doi.org/10.4000/mots.22624> [consulté le 15 janvier 2022].
- Geeraerts, D., Cuyckens, H. 2010. « Introducing Cognitive Linguistics ». In: *The Oxford Handbook of Cognitive Linguistics*. New York: Oxford University Press, p. 3-22. [En ligne] : <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199738632.013.0001> [consulté le 12 janvier 2022].
- Gygax, P. et al. 2021. « The masculine form in grammatically gendered languages and its multiple interpretations : a challenge for our cognitive system ». *Language Sciences* n° 83, article 9. [En ligne] : <https://doi.org/10.1016/j.langsci.2020.101328> [consulté le 12 janvier 2022].
- Jansen, B. 2017. *Écriture inclusive : Pour ou contre ?* [En ligne] : https://www.cepag.be/sites/default/files/publications/analyse_cepag_-_dec._2017_-_écriture_inclusive.pdf [consulté le 16 janvier 2022].
- Knisely, K. 2020. « Le français non-binaire: Linguistic forms used by non-binary speakers of French ». *Foreign Language Annals*, n° 53 (4), p. 850-876. [En ligne] : <https://doi.org/10.1111/flan.12500> [consulté le 15 janvier 2022].
- Ministère de l'éducation nationale. 2021. *Règles de féminisation dans les actes administratifs du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et les pratiques d'enseignement*. [En ligne] : <https://www.education.gouv.fr/bo/21/Hebdo18/MENB2114203C.htm> [consulté le 11 janvier 2022].

Samson, M. 2019. « Féminisation de la langue et rédaction inclusive : le Québec tantôt précurseur, tantôt conservateur ». In : *La rédaction administrative et législative inclusive : la francophonie entre impulsions et résistances*. Bern : Stämpfli, p. 93-108. [En ligne] : https://books.google.dk/books?id=wN6_DwAAQBAJ&hl=da&num=19 [consulté le 11 janvier 2022].

Sczesny, S. et al. 2016. « Can Gender-Fair Language Reduce Gender Stereotyping and Discrimination? » *Frontiers in Psychology* n° 7, article 25. [En ligne] : <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2016.00025> [consulté le 12 janvier 2022].

Stahlberg, D. et al. 2007. « Representation of the Sexes in Language ». In: *Social Communication*. New York: Psychology Press, p. 163-187.

Witthøft, N. 2021. *Liberté, égalité, humanité : étude sur les attitudes et les convictions envers le langage inclusif en France et au Canada*. Mémoire de maîtrise en langue et culture françaises.